

# Lutte de classe

## Un bilan social du gouvernement PS-PCF de 1997 à 2002

### **1997**

Renault-Vilvorde en Belgique. Jospin décidera de ne pas intervenir lors de la fermeture de cette usine, alors qu'il s'était engagé à l'empêcher si le PS revenait au pouvoir.

A l'automne 1997, les députés du PS appliqueront le plan Juppé contre la Sécurité sociale (le PCF s'abstenant), alors qu'ils s'y étaient opposés en décembre 1995.

Le gouvernement décidera d'augmenter le montant de la redevance audiovisuelle.

Il décidera d'intégrer les indemnités de maternité dans le revenu imposable ce qui aura pour effet d'accroître le nombre de ménages soumis à l'impôt sur le revenu et le montant des impôts de ceux qui le payaient déjà.

Le gouvernement Jospin ajoutera un nouveau type de contrats précaires à ceux qui existaient déjà : les « emplois-jeunes ».

Décembre 1997, la loi Guigou restreindra les conditions d'acquisition de la nationalité française pour les personnes nées en France.

### **1998**

Janvier 1998, la loi Chevènement reprendra à son compte l'ensemble des lois anti-immigrés de ses prédécesseurs, y compris les lois Pasqua-Debré en les aggravant, n'hésitant pas à organiser l'expulsion de nombreux étrangers, pavant la voie à la politique actuelle de Sarkozy.

Février et décembre 1998, le gouvernement cautionnera et participera à la coalition qui bombardera la Yougoslavie, Chevènement démissionnera.

Par l'intermédiaire de « l'enveloppe globale », il imposera notamment une restructuration des hôpitaux ce qui se traduira par la fermeture de milliers de lits, de centaines de services d'urgence (plan Kouchner de mars 1998), de nombreux établissements spécialisés pour les enfants handicapés, de maternités, de services psychiatriques, voire d'hôpitaux entiers (comme l'hôpital Rothschild à Paris).

Allègre et Royal, qui était alors sous-ministre de l'enseignement scolaire, aggraveront l'autonomie des établissements et instaureront les « contrats éducatifs locaux » (rentrée 1998), mettant en cause l'égalité des droits et le caractère national des programmes.

Le gouvernement supprimera 3 000 postes statutaires de surveillants (MI-SE), de nombreux postes d'agents administratifs (notamment par la mise en place de la gestion déconcentrée des personnels) et des milliers de postes aux concours de l'enseignement.

Lang poursuivra la même politique et décidera la mise en place de la réforme dite « LMD » des diplômes universitaires, au nom de l'« harmonisation européenne ».

Été 1998 l'« ouverture du capital » de France Telecom et d'Air France précédera leur privatisation totale. Dans la foulée suivront la privatisation du Crédit lyonnais, le CIC, Thomson-CSF et Aérospatiale. Gayssot (PCF) fera éclater la SNCF par la création du RFF (Réseau Ferré Français).

## 1999

Le gouvernement mettra en place la CMU, mais il introduira le principe du « panier de soins et de services médicaux » qui consistera en une enveloppe financière à ne pas dépasser, interdisant ainsi aux malades les plus pauvres d'être soignés comme les autres, selon leurs besoins.

Au début de l'année paraîtra le plan Charpin qui préconisait notamment la contre-réforme des régimes spéciaux, préfigurant la loi Fillon sur les retraites.

La gouvernement maintiendra l'augmentation de la TVA de 2 %, décidée par Juppé, alors que le PS-PCF l'avaient dénoncée avant d'arriver au pouvoir.

Après la tempête de 1999, Jospin refusera de venir en aide aux victimes : « *Le gouvernement n'entend pas se substituer aux assurances privées.* »,

En 1999, au moment où 7 500 suppressions d'emplois seront annoncées par Michelin, Jospin déclarera sur France 2 : « *Je ne crois pas que l'on puisse administrer l'économie. Il ne faut pas attendre tout de l'État.* », refusant d'intervenir.

Février 99, il procédera à l'ouverture à la concurrence des marchés d'EDF-GDF préfigurant leur privatisation.

La loi Chevènement de février 1999 renforcera la politique d'intercommunalité forcée destructrice des services publics de proximité.

Été 99, le gouvernement décidera de baisser le taux de rémunération du livret A.

Après avoir refusé d'augmenter les minima sociaux en 1998, le gouvernement cautionnera, en 1999-2000 une réforme de l'Unedic qui aggravera la situation des chômeurs et aboutira à la radiation de dizaines, puis de centaines de milliers d'entre eux.

## 2000

En février, le rapport Teulade proposera de mettre en place des fonds de pensions.

A partir de l'été 2000, le gouvernement mettra en œuvre un plan qui aboutira à la destruction de milliers de logements sociaux.

Au sommet européen de Barcelone, Jospin signera avec Chirac l'engagement d'élever l'âge de la retraite pour les fonctionnaires et pour tous les salariés.

Le gouvernement autorisera le travail de nuit des femmes dans l'industrie et rétablira l'autorisation du travail des enfants à partir de 13 ans.

Les lois Aubry vont déréglementer le temps de travail, permettre l'annualisation du temps de travail et d'accroître la durée du travail quotidien, hebdomadaire ou mensuel, de bloquer les salaires (notamment par l'instauration d'un double SMIC et par la suppression de la majoration des heures supplémentaires), permettre de remettre en cause le « principe de faveur », en autorisant des accords d'entreprise à déroger aux règles plus favorables des conventions collectives, le tout contribuant à augmenter la productivité et à faire baisser le coût du travail ; elle déclarera à l'Assemblée Nationale, en février 1998, que sa loi est une « *véritable opportunité pour les entreprises* ».

Octobre 2000, le gouvernement approuvera l'accord passé entre le MEDEF et la CFDT instaurant le PARE, destiné à individualiser les droits de chômeurs et à radier ceux qui n'accepteront pas n'importe quel emploi. Par contre il multipliera les crédits d'impôts et les exonérations de cotisations sociales pour les patrons, il allégera la taxe professionnelle payée par les entreprises.

Octobre 2000, une commission sera mise en place sous la direction de Pierre Mauroy qui amplifiera la régionalisation, l'intercommunalité forcée, et préparera le terrain au transfert des personnels techniques et administratifs de l'Éducation nationale aux collectivités territoriales.

Les ordonnances d'octobre 2000 permettront l'ouverture à la concurrence des activités de La Poste et ouvriront la voie à sa privatisation.

## **2001**

En février, le statut des Caisses d'épargne sera aligné sur celui des banques classiques.

Automne 2001, le gouvernement cautionnera dans le cadre de l'OTAN l'intervention impérialiste en Afghanistan.

La loi Fabius commencera à réaliser le plan Teulade, avec la mise en place d'une épargne salariale présentée comme des « fonds de pensions à la française ».

Le gouvernement Jospin avait préparé d'autres contre-réformes majeures, qu'il n'aura pas le temps de mettre en œuvre lui-même, Raffarin et de Villepin prendront le relais du sale boulot.

---

## **Les privatisations du gouvernement Jospin de 1997 à 2002**

**France Télécom**, 1997, ouverture du capital.

- Octobre 1997 : mise en bourse de 21 % du capital
- Novembre 1998 : mise en bourse de 13 % du capital

**Thomson Multimédia**, 1998, ouverture du capital. 2000, suite.

**GAN**, 1998.

**CIC**, 1998.

**CNP**, 1998.

**Air France**, 1999, ouverture du capital.

**Crédit lyonnais**, 12 mars 1999 (décret)

**Eramet**, 1999.

**Aérospatiale** (EADS), 2000, ouverture du capital.

**Autoroutes du sud de la France** (privatisation partielle) . Mars 2002 : mise en bourse de 49 % du capital.